

COMMISSION PARITAIRE DES PUBLICATIONS  
ET AGENCES DE PRESSE

[www.cppap.fr](http://www.cppap.fr) - Mél : [agencespresse@culture.gouv.fr](mailto:agencespresse@culture.gouv.fr)

CERFA n°12405\*04

Tél. : 01 40 15 38 53 / 01 40 15 38 41 - Fax : 01 40 15 38 95

3 rue de Valois 75033 PARIS Cedex 01

**DEMANDE D'AGRÈMENT AGENCE DE PRESSE**

Ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée

Décret n° 97-1065 du 20 novembre 1997 modifié

**Type de demande :**

Première demande

Renouvellement                      Date du précédent agrément :

Nouvel examen                      Date de précédent retrait ou refus :

**NOM de l'entreprise :**

Date de création :

Date de début d'activité en tant qu'agence de presse :

Dénomination ou raison sociale :

Forme juridique :

Capital social (€) :

Structure :

Adresse postale du **siège social** :

Adresse des **bureaux** (si différente) :

Numéro SIREN :

Code NAF (INSEE) :

**Nom du directeur de l'agence :**

(article 9 de la loi n°86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986)

Nom du représentant légal si autre que le directeur :

**Responsable du dossier :**

**Téléphone :**    /    /    /    /    /    **Télécopie :**    /    /    /    /    /

**Portable :**    /    /    /    /    /

**Adresse électronique :**

**Activité principale de l'agence :**

Presse écrite (imprimée ou en ligne)     Radio/Télévision     Infographie

Photographie     Autre, précisez :

**Chiffre d'affaires (€) :**

Période considérée : du                      au

Principaux clients :

*(Joindre la liste détaillée du chiffre d'affaires par clients en annexe)*

**Personnel - Nombre total salariés :**                      dont :

Gérant salarié :  Oui     Non

journalistes dont :                      permanents                      pigistes

administratifs et autres                      intermittents ou techniciens

Masse salariale annuelle :                      ou mensuelle :                      Mois considéré :

**Bureaux :** Surface :                      Convention d'occupation (bail commercial) :  Oui     Non

## PIÈCES À JOINDRE

- Statuts à jour** (datés et signés)
- Certificat K bis** du registre du commerce et des sociétés (de moins de 3 mois)
- Détail par clients du chiffre d'affaires total correspondant au dernier exercice clos** ou depuis le début de l'exercice pour les premières demandes, **classé par catégories, médias et hors-médias** (médias, institutionnels et entreprises, autres). Cette liste, établie par le gérant de la société, doit être certifiée par un expert-comptable pour les entreprises disposant d'un chiffre d'affaires supérieur à 250 000 €
- Note de présentation** de l'entreprise précisant la nature de ses activités et ses perspectives d'évolution
- Compte de résultat du dernier exercice clos** à la date de dépôt du dossier
- Copie d'un **bulletin de salaire** du mois de référence de la masse salariale des principaux collaborateurs
- Convention d'occupation (bail commercial)

Le représentant légal de l'agence certifie sur l'honneur que les renseignements fournis ci-dessus sont sincères et véritables et, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée, que l'entreprise :

- tire ses principales ressources de la fourniture à la presse d'articles, informations, reportages, photographies et autres éléments de rédaction ;
- ne se livre à aucune activité de relations publiques ni ne fait de publicité en faveur des tiers ;
- ne fournit pas gratuitement des éléments de rédaction.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom et qualité du signataire (le représentant légal)

*La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire qui concerne les entreprises individuelles et les personnes physiques nommément citées. Elle leur garantit un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant auprès de la Commission paritaire des publications et agences de presse.*

### **Article 441-6 du Code Pénal**

*Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.*